

United Nations

Nations Unies

SECURITY
COUNCIL

CONSEIL
DE SECURITE

UNRESTRICTED

S/1089
25 novembre 1948
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

Dual distribution

LETTRE EN DATE DU 24 NOVEMBRE 1948 CONCERNANT LA
QUESTION DU HYDERABAD, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE CHEF DE LA DELEGATION DE L'INDE

Paris, le 24 novembre 1948

Me référant au point 2) de l'ordre du jour du Conseil de sécurité pour le jeudi 25 novembre, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la lettre du 6 octobre 1948 adressée à votre prédécesseur par Sir Razaswami Mudaliar, lettre dont vous trouverez copie ci-jointe pour toute référence utile.

2. En fait, la délégation a été rappelée et il ne se trouve en ce moment à Paris personne qui ait reçu pouvoir de mon Gouvernement pour traiter du point 2.

(signé) Vijaya Lakshmi Pandit
Chef de la délégation de l'Inde

LETTRE EN DATE DU 6 OCTOBRE 1948 ADRESSEE AU PRESIDENT
DU CONSEIL DE SECURITE PAR SIR RAMASWAMI MUDALIAR

Le 6 octobre 1948

Le 16 septembre, le Conseil a provisoirement inscrit à son ordre du jour la plainte du Hyderabad aux fins simplement de déterminer si le Hyderabad avait compétence pour déposer cette plainte. Depuis lors la plainte en tant que telle a été retirée et l'Inde a démontré lors de la séance du 28 septembre que le Nizam avait agi de sa propre volonté. La situation est donc la suivante : Cette plainte, que le Hyderabad n'avait jamais été en droit de formuler, est maintenant expressément retirée. Il n'a jamais existé de différend ou de situation menaçant la paix internationale, et jamais l'Inde n'a commis d'acte d'agression. Chaque fois que l'affaire vient devant le Conseil, si minime l'occasion soit-elle, diverses personnes en profitent indûment pour outrager l'Inde en se fondant sur une version absolument déformée des faits. Et cela provoque naturellement un ressentiment très profond dans l'Inde.. Le Conseil voudra bien admettre que, dans ces conditions, il n'y a plus aucune raison pour que le Gouvernement de l'Inde maintienne à Paris une délégation aux fins de traiter de la question du Hyderabad. Nous prions en conséquence le Conseil d'annuler l'ordre du jour provisoire du 16 septembre et de nous tenir au courant.

(Signé :) Sir Rasmawami Mudaliar

- - - - -